

ANNONCÉ À MAINTES REPRISES

Le remaniement ministériel est-il encore d'actualité ?

Le remaniement ministériel, maintes fois annoncé, tarde à voir le jour, ouvrant ainsi la voie à toutes sortes d'interprétations

Abia Chérif - Alger (Le Soir) - Le sujet a en fait été introduit de manière très probante par le secrétaire général du FLN réputé pour ses discours annonciateurs d'événements et ses propos révélateurs des tendances politiques de l'heure.

Ammar Saâdani a, comme on le sait, particulièrement confirmé son statut de «porte-parole» des sphères de décision en menant l'opération médiatique visant à préparer l'opinion au retour de Chakib Khelil. Avant cela, ses interventions publiques, organisées en fonction des conjonctures, ont très fréquemment fini par se vérifier sur le terrain transformant ses sorties médiatiques en événements politiques à même d'éclairer une opinion plongée dans le flou.

Cette fois, le fameux remaniement ministériel n'a, cependant, pas eu lieu. Selon le même Saâdani, le changement devait intervenir au plus tard au mois de mars dernier. Ce qui avait surtout attiré l'attention, c'est l'insistance avec laquelle il avait présenté cette option de remaniement n'hésitant pas, pour cela, à contredire deux ministres qui préféraient, eux, s'avancer prudemment sur la question.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait été interrogé en marge de la cérémonie d'ouverture de la session de printemps de l'Assemblée rétorquant, de manière visiblement

gênée, qu'il s'agissait là d'une décision et d'une prérogative dépendant exclusivement du président de la République.

Acculé par les journalistes, il a été ensuite amené à s'étaler un peu plus longuement sur le sujet en déclarant que ce remaniement pouvait être partiel, total ou encore que l'option pouvait pencher en faveur du maintien du gouvernement... Aucun éclairage supplémentaire. Tout au contraire, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, M. Tahar Khaoua, a balayé d'un revers de la main toutes les informations circulant à ce propos indiquant qu'il s'agissait de «pures spéculations». Ce que n'admet pas le secrétaire général du FLN. Il maintient l'information qu'il avait livrée lors d'une réunion des mouhafedhs et réitère ses propos pour contredire les deux ministres lors d'une rencontre à Zéralda avec les étudiants. «Il y aura incessamment un remaniement ministériel», martèle Saâdani en y allant avec force détails. Selon lui, il s'agira d'un remaniement partiel n'incluant pas de changement à la tête du gouvernement.

Le maintien de Sellal à la tête de l'exécutif «fera du FLN le parti qui dirigera le gouvernement». Mais depuis plus rien, les semaines se sont écoulées sans que l'information se vérifie, accentuant le flou poli-



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

tique. Saâdani n'en a plus parlé et a même été contraint à un silence pesant mis sur le compte d'un voyage privé en Chine puis en France, confortant l'idée d'un probable changement d'aiguillage en haut lieu. Il s'agirait, plutôt, d'une remise en place des équilibres déstabilisés par une guerre ouverte entre les responsables du FLN et du RND dont Ouyahia est sorti grand gagnant après avoir été plébiscité par sa base et surtout félicité par le Président Bouteflika. Après son lot d'insultes et de menaces, Saâdani lui-même a dû

se ranger et féliciter à son tour Ouyahia.

La rupture des équilibres entre les deux partis majoritaires a-t-elle influé sur le report du remaniement ? Le fait est probable, mais il s'agirait alors d'un élément, car d'autres facteurs paraissent aussi entrer en compte. Celui des scandales liés aux révélations des Panama Papers en est un. Ces révélations sont intervenues au moment même où les changements ministériels devaient intervenir.

La rumeur accordait alors à Bouchouareb le poste de Premier

ministre, or le nom de ce dernier figure parmi la liste des principales personnalités algériennes à tremper dans des affaires douteuses et il aurait été très mal perçu de concrétiser cette option à l'heure où le pays est déjà en proie au retour de Chakib Khelil. A l'inverse, une décision de mettre à l'écart Bouchouareb (si tel était le cas) aurait été perçue comme une manière de céder aux pressions liées à ce scandale, ce qui aurait été contraire à la stratégie officielle de ne pas céder «aux pressions de ce genre».

Tout ceci semble avoir mis le pouvoir dans l'indécision. Une position accentuée par le malaise profond lié à l'état de santé du Président Bouteflika et ses conséquences sur sa capacité à gérer les affaires du pays.

Une situation qui a induit une paralysie totale de toutes les activités et généré le sentiment qu'il y a, aujourd'hui, une difficulté manifeste d'aller plus loin qu'une simple révision constitutionnelle. Là aussi, des observateurs avertis de la scène politique s'interrogent sur la mise en application des lois organiques (plus d'une dizaine) contenues dans la nouvelle Constitution, adoptée il y a plus de deux mois.

Ces lois nécessitent la mise en place de commissions par les ministres des tutelles (comme ceux de la justice, de la santé...) Ont-elles été retardées en raison des changements qui ne sont pas intervenus ?

A. C.

SITUATION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT À FIN FÉVRIER

Le déficit gonflé artificiellement par les dépenses d'équipement

Selon les indicateurs des mois de janvier et de février 2016, ce sont les dépenses d'équipement, montées à 783,5 milliards de DA contre 284,96 milliards DA durant la même période en 2015, qui ont gonflé artificiellement le déficit budgétaire de l'Etat. Ce sont des dépenses sur contrat où on peut acheter au mois de janvier et février pour toute l'année.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La situation budgétaire de l'Etat à fin février fait état de dépenses de l'ordre de 2 040 milliards de DA contre des recettes effectivement recouvrées d'à peine 713, 3 milliards de DA. La communication du ministère des Finances répercutée par l'APS ne donne aucune explication à ces dépenses exceptionnelles qui représentent presque le double des dépenses enregistrées durant la même période de l'année précédente. C'est-à-dire les deux premiers mois.

En tout cas, s'il est impertinent de faire des



Le ministère des Finances ne détaille pas les dépenses d'équipement.

comparaisons sur deux mois, les comptes étant consolidés sur une année, le déficit du Trésor qui s'est creusé durant les deux premiers mois de 2016 pour s'établir à 1 404 milliards de DA n'est pas une surprise.

La loi de Finances pour 2016 basée sur un prix du baril à 37 dollars prévoit la budgétisation de 1 682,55 milliards de DA de fiscalité pétrolière et table sur des recettes ordinaires de 3 064,88 milliards de DA, soit la budgétisation de 4 747,43 milliards de DA de recettes.

Elle prévoit des dépenses globales de 7 984,1 milliards de DA et table sur un déficit de 2 452 milliards DA à puiser dans l'épargne constituée dans le fond de régulation des recettes alimenté, faut-il le rappeler, par le différentiel entre le prix du baril sur le marché et le tarif de référence pour l'élaboration du budget. En effet, si la communication du ministère des Finances n'a pas détaillé les dépenses qui auraient gonflé artificiellement le déficit selon les indicateurs des mois de janvier et de février, elles s'expliquent par les dépenses

d'équipement (qui sont montées à 783,5 milliards de DA contre 284,96 milliards DA en 2015 (+175%). Ce sont des dépenses sur contrat où on peut acheter au mois de janvier et février pour toutes l'année.

Quant aux recettes, le retard accusé dans l'octroi des licences d'importation pour les véhicules et autres produits frappés désormais de restrictions, et ses répercussions sur les activités afférentes peut expliquer la baisse de la fiscalité ordinaire qui va endurer un manque à gagner conjoncturel au titre des droits de douanes, TVA etc.

Reste à savoir si les recettes des exportations du pétrole avec les fluctuations du marché en ce moment vont compenser l'argent puisé dans le fonds de régulation des recettes.

Ainsi, le marché pétrolier qui a pris le cap des 50 dollars conforte la loi de Finances pour 2016 dans ses calculs. Les données provisoires du ministère des Finances indiquent que la fiscalité pétrolière recouvrée en janvier et février 2016 s'est établie à 321,67 mds DA contre 405,7 mds DA durant la même période de 2015 (-20,7%).

Les ressources ordinaires ont reculé selon les mêmes données à 391,91 mds DA, contre 488,73 mds DA à fin février 2015. Ce qui fait que les recettes budgétaires effectivement recouvrées (pétrolières et ordinaires) ont baissé à 713,6 mds DA contre 894,43 mds DA sur les deux périodes de comparaison (-20,2%).

Le ministère des Finances a également indiqué que les prélèvements sur le Fonds de régulation des recettes (FRR) se sont établis durant ces deux premiers mois de l'année à 665,67 milliards de DA (2 886,5 milliards de DA en 2015, 2 965,67 milliards DA en 2014).

L. H.

TERRORISME

139 armes de guerre découvertes

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite de l'opération de fouille et de recherche menée dans la zone de Bir-Dher, wilaya d'El Oued/4eRM, ayant permis, le samedi 7 mai 2016, de découvrir une cache contenant 139 armes de guerre de différents types, une quantité de munitions, ainsi que des moyens de communication, un détachement de l'Armée nationale populaire a récupéré hier matin 6 pistolets automatiques de type Tokarev, tandis que la quantité de munitions récupérée samedi s'élève à 53 695 balles de différents calibres.